

**Statement to the 77<sup>th</sup> Session of the General Assembly First Committee on Disarmament and International Security**

**International Campaign to Ban Landmines (ICBL)**

**12 October 2022**

**Delivered by: Marion Loddo**

Chairperson,

As we mark the 25<sup>th</sup> anniversary of the Mine Ban Treaty adoption, we are appalled by the continued high number of people killed and injured due to new use of landmines. This terrible trend is nowhere more evident than in the Russian invasion of Ukraine since February 2022.

Tragically, ongoing use of antipersonnel mines, including of an improvised nature, continue to claim lives and limbs in Afghanistan, Central African Republic, Colombia, Democratic Republic of Congo, India, Myanmar, Nigeria, and Pakistan. Globally, these weapons remain a threat to civilians and hinder development in more than 60 countries and territories.

The Mine Ban Treaty is one of the most successful disarmament treaties ever, with 164 States Parties and remarkable results. It has established an international framework for eradicating landmines, protects civilians, and guarantees survivors' rights.

According to latest data from the Landmine Monitor, 31 States Parties have become mine-free to date, and efforts are ongoing towards providing risk education and victim assistance. Despite this progress, more can and must be done to address the challenges remaining in achieving a mine-free world where the needs of affected communities and victims are met.

The slow pace of clearance requires immediate collective action. A number of States Parties are failing on commitments to clear land "*as soon as possible*." This trend exposes communities in contaminated states to risks for many years to come. We cannot be complacent with that reality.

Here at the First Committee, the International Campaign to Ban Landmines calls on all states to:

- Vote in favour of the United Nations General Assembly resolution on the Mine Ban Treaty and encourage others to do so, such as regional group members;
- Condemn any use of antipersonnel mines, including of an improvised nature, and reiterate that any use of landmines by any actor, under any circumstances is unacceptable;
- Promote the treaty by engaging bilaterally in discussions on its universalisation and implementation;
- Redouble efforts to ensure provision of medical care including rehabilitation, psycho-social support, and socio-economic inclusion of victims, survivors, and their families;
- Promote gender and diversity inclusiveness throughout treaty implementation, and;
- Strengthen and increase institutional, financial and human resources to ensure concrete progress on the ground, including sustainable assistance to victims.

ICBL thanks Colombia for their ongoing leadership as the President of the Mine Ban Treaty this year, and expects to have a productive Meeting of States Parties next month in Geneva. ICBL also looks forward to working with Germany as next year's President, towards implementing the commitments set out by the Oslo Action Plan.

We would like to thank the delegations who have called for prompt action to address the humanitarian impact of landmines during this agenda item including through accession by those still outside the treaty.

In closing, this year marks the 30 years of the establishment of the International Campaign to Ban Landmines. It created an effective model of a civil society-led endeavor for humanitarian disarmament and peace. This model is based on the partnership with other non-governmental organizations, survivors networks, governments, the International Committee of the Red Cross, and United Nations agencies. We would like to use this opportunity to celebrate three decades of grassroots global action toward a mine-free world. Now, let's make this world a reality.

Thank you.

**Allocution de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines (ICBL)  
77<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies  
Première Commission : Désarmement et Sécurité Internationale**

**12 octobre 2022**

Monsieur le Président,

Alors que nous célébrons le 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'adoption du Traité d'interdiction des mines, nous sommes consternés par le nombre toujours trop élevé de personnes tuées et blessées chaque année du fait de l'utilisation nouvelle des mines antipersonnel. Cette tendance n'est nulle part plus actuelle que dans le cadre de l'utilisation répétée de mines en Ukraine depuis le début de l'invasion russe en février 2022.

L'utilisation de mines antipersonnel, y compris de nature improvisée, a récemment été documentée en Afghanistan, Colombie, Inde, Myanmar, Nigeria, Pakistan, République centrafricaine, et République Démocratique du Congo. Globalement, ces armes demeurent une menace pour les civils et entravent le développement dans plus de 60 pays et territoires.

Avec 164 États parties et des résultats remarquables, le Traité d'interdiction des mines est l'un des traités de désarmement les plus réussis. Il a établi un cadre international pour l'éradication des mines terrestres, la protection des civils et le respect des droits des survivant·e·s.

Selon l'Observatoire des mines (*Landmine Monitor*) : 31 États parties sont maintenant exempts de mines, alors que des efforts sont en cours pour fournir une éducation aux risques et une assistance adéquate aux victimes. Mais, davantage peut et doit être fait pour relever les défis restants dans la réalisation d'un monde sans mines où les besoins des communautés touchées et des victimes sont durablement remplis.

Les lenteurs en matière de déminage nécessitent une action collective immédiate. Un certain nombre d'États parties ne respectent pas leurs engagements de déminer leurs terres « dès que possible. » Cette tendance expose les communautés dans les pays contaminés à des risques considérables pour de nombreuses années à venir. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation.

Ici, à la Première Commission, l'ICBL [Campagne internationale pour l'interdiction des mines] appelle tous les États à :

1. Voter en faveur de la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le Traité d'interdiction des mines et d'encourager d'autres à le faire, comme les membres de groupes régionaux ;
2. Condamner l'utilisation inacceptable de mines antipersonnel, y compris de nature improvisée, par tout acteur, en toutes circonstances ;
3. Promouvoir le traité en engageant des discussions bilatérales pour son universalisation et sa mise en œuvre ;

4. Redoubler d'efforts pour assurer la prestation de soins médicaux, y compris la réadaptation, le soutien psychosocial, et l'inclusion socio-économique des victimes, des survivant·e·s, et de leurs familles ;
5. Promouvoir l'inclusion du genre et de la diversité tout au long de la mise en œuvre du traité, et ;
6. Renforcer et accroître les ressources institutionnelles, financières, et humaines pour permettre des progrès concrets sur le terrain, y compris une assistance durable pour les victimes.

L'ICBL remercie la Colombie pour son leadership continu lors de sa présidence du traité cette année, et espère une réunion des États parties productive le mois prochain à Genève. L'ICBL se réjouit également de travailler avec l'Allemagne lors de sa présidence du traité l'année prochaine, et de poursuivre nos efforts vers une mise en œuvre complète des engagements énoncés dans le Plan d'Action d'Oslo.

Nous tenons à remercier les délégations qui, au cours des débats, ont appelé à des actions rapides pour faire face aux conséquences humanitaires des mines, notamment via l'adhésion des États demeurant hors du traité.

En conclusion, cette année marque les 30 ans de la création de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel. La campagne a créé un modèle efficace d'action globale menée par la société civile pour le désarmement humanitaire et la paix. Ce modèle repose sur la collaboration avec d'autres organisations non-gouvernementales, des réseaux de survivant·e·s, des gouvernements, du Comité international de la Croix Rouge, et des agences de l'ONU. Nous aimerions profiter de cette occasion pour célébrer ces trois décennies d'actions en faveur d'un monde sans mines. Maintenant, nous devons faire en sorte que ce monde devienne une réalité.

Merci.